

Contrecoup de Salau

La réouverture d'une mine de tungstène, en Ariège, réveille de douloureux souvenirs d'amiante.

CA sert, d'avoir fait carrière au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), l'incontournable établissement public pour tout ce qui concerne sols et sous-sols français. Une fois à la retraite, deux ingénieurs maison, Jack Testard et Michel Bonnemaïson, ont monté Variscan Mines, une société privée avec des capitaux australiens. Leur but : « *découvrir et développer des gisements* ». Fin 2014, cette société dépose une demande de permis exclusif de recherche, laquelle vient d'atterrir sur le bureau du ministère de

l'Industrie, après un an d'instruction au niveau local. Nos deux ingénieurs veulent rouvrir l'ancienne mine de tungstène de Salau, en Ariège. Ça tombe bien : c'est le BRGM qui l'avait initiée, à la fin des années 50.

Située dans les hautes montagnes pyrénéennes, proche de la frontière espagnole, cette mine a fourni 12 400 tonnes de tungstène entre 1971 et 1986, date à laquelle elle a été fermée. Mais Michel Bonnemaïson est formel : « *Il doit encore en rester au minimum 50 000 tonnes. C'est sûr, on est face à un des trois premiers*

gisements mondiaux de tungstène. » Pourquoi l'exploitation de ce métal, très demandé par l'industrie aéronautique, hydrolienne et par l'armement, a-t-elle été abandonnée à Salau ? Parce que l'effondrement des cours provoqué par la concurrence avec la Chine lui a été fatal. Mais, aujourd'hui, la production mondiale tire la langue : trop de demande, pas assez d'offre. A 21,25 dollars le kilo, voilà que le tungstène made in France redevient compétitif. Variscan promet que la réouverture entraînera 200 emplois directs et 600 indirects dans la vallée. Et vive la relocalisation de l'industrie !

Juste un détail : en 1984, plusieurs des 130 mineurs de Salau déclarent une asbestose, maladie qui détruit les tissus pulmonaires et entraîne une insuffisance respiratoire. Le BRGM avait alors passé au peigne fin les poussières de la mine. Et y avait trouvé de l'actinolite fibreuse, une variété d'amiante particulièrement dangereuse. En 1986, le physico-chimiste et toxicologue Henri Pézerat procède à son tour à des analyses : « *Aucun doute, la présence d'actinolite dans cette mine est un phénomène général.* » Annie Thébaud-Mony, directrice de recherche honoraire à l'Inserm, spécialiste de la santé au travail, se rend elle aussi sur place : « *En mai 1986, nous avons recensé parmi les mineurs 14 cas*

d'atteinte respiratoire. » Madeleine Audoir, infirmière pendant quinze ans à la mine, confirme au « Canard » : « *J'en connais sept qui sont morts après 1986, essentiellement de cancer du poumon.* »

Les experts ami-ami

« *Il faut arrêter de ressasser de vieux dossiers, il n'y a pas d'amiante à Salau. Géologiquement, c'est impensable* », martèle le directeur général de Variscan Mines. Pour lui, la vérité est ailleurs : « *De l'amiante, il y en avait surtout dans les freins des engins de la mine.* » Ah oui, les freins... Et tous ces morts ? « *Les mineurs avaient déjà travaillé dans d'autres mines, dans lesquelles ils avaient pu contracter ces maladies.* » Certes. Et de brandir les récents travaux d'un étudiant en géologie qui est en voie de démontrer l'absence d'amiante à Salau. Cette thèse est financée par un labo de recherche en géologie minière, e-Mines, dont le gérant est Michel Bonnemaïson, mais il faut n'y voir que pur hasard...

« *On n'est pas en Union soviétique, il faut arrêter avec la théorie du complot. Et il faut bien que quelqu'un la paie, cette thèse !* » s'empare le même Bonnemaïson.

Et le voilà qui dégage deux autres rapports d'analyses réalisées à partir d'échantillons prélevés, fin août 2015, dans les résidus miniers en bordure de route et de falaise. Ce sont deux profs en géologie des universités d'Orléans et de Paris-VI qui s'y sont collés. Ils concluent à l'« *absence d'amiante* » et à « *un risque sanitaire [qui] n'est pas avéré* ». En épluchant leur étude, on constate qu'ils reconnaissent être tombés sur « *de l'actinolite en très faibles traces à Salau* ». Mais « *il ne s'agit en aucun cas d'amiante* », écrit Eric Marcoux, de l'université d'Orléans, dans sa conclusion. Lequel était, jusqu'en 2012, consultant pour Variscan Mines. Encore une vraie expertise indépendante !

Henri Rich, le maire de Couflens-Salau, a lui aussi travaillé à la mine, au service d'entretien. La réouverture, il est contre : « *Rouvrir la mine, c'est envoyer des gens à la morgue.* » Tout le village pense comme lui. Dans la vallée, en revanche, les emplois promis par Variscan Mines ne laissent pas indifférent. « *Il commence à y avoir des tensions entre pro et anti*, assure Marie Lajus, préfet de l'Ariège, des pneus crevés... » Elle réclame « *de nouvelles études* ». Comme disait Sarkozy, ces histoires d'environnement, « *ça commence à bien faire* »...

Professeur Canardeau